

Le pétrole

Cette épreuve du siècle (1^{ère} partie)

Par: Dr. Mohamed Said Beghou

Il fut un temps, au début du XIXe siècle, le monde vivait sans le maelstrom pétrolier. Durant la Seconde Guerre mondiale, alors que le charbon assurait l'essentiel des besoins énergétiques de l'humanité, le niveau des réserves prouvées de pétrole, à l'échelle de la planète, n'était que de 6 milliards de tonnes, soit l'équivalent de ce que consomme actuellement l'humanité en 18 mois seulement.

A toute chose malheur est bon, les deux guerres mondiales ont été pour beaucoup dans le développement des progrès technologiques en matière d'énergie. Le charbon qui contrôlait plus de 94% du bilan énergétique mondial à la veille de la Première Guerre mondiale ne le sera qu'à hauteur de 70% au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cédant ainsi au pétrole plus de 20% de sa part dans le bilan énergétique. Aussitôt, le pétrole n'a cessé de dominer les préoccupations premières des milieux industriels du XIXe siècle. Mais il a fallu attendre le boom économique des années 1960 pour voir l'or noir supplanter le charbon. Les réserves mondiales de pétrole passent alors de 42 milliards de tonnes en 1960 à 90 milliards en 1975, soit une augmentation moyenne de 8% par an. Ce niveau s'est maintenu jusqu'au milieu des années 1980 pour connaître, ensuite, une reprise de croissance annuelle éclaircie de 10%, le ramenant à 136 milliards de tonnes en 1990. Depuis, les réserves mondiales n'ont pratiquement pas évolué. Leur niveau s'est stabilisé autour de 140 milliards de tonnes du fait de la croissance de la consommation et de l'amaigrissement de la taille des découvertes. A présent, le monde consomme 9,5 à 10 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP) par an, dont 66% proviennent du pétrole (42%) et du gaz (24%), 26% du charbon et 8% des énergies renouvelables. Ces chiffres peuvent être légèrement différents d'une source à l'autre. Durant la dernière décennie (1990-2000), la consommation du gaz a enregistré le plus grand taux de croissance annuelle avec 2,2% contre 1,8% pour le pétrole et 1,1% pour le charbon, ce qui donne un taux global de 1,7% en dépit de quelques ralentissements économiques. Rien qu'à ce taux, le monde consommera un minimum de 13 milliards de TEP par an vers les années 2020-2025, soit 40% de plus qu'aujourd'hui. Il est attendu des taux annuels de 3 à 4% dans les pays industrialisés et 1,7 à 2% dans les pays émergents. Les statistiques basées sur l'expérience du passé montrent qu'à cette échéance les hydrocarbures assureront près de 73% des besoins énergétiques, dont 45% pour le pétrole, 28% pour le gaz, 17% pour le charbon et 10% pour le renouvelable (nucléaire, éolienne, hydraulique, solaire, etc.). Les taux de consommation du pétrole seront plus importants dans les pays émergents et à économie de transition (2 à 3%) que dans les pays développés (1 à 15%). Cette percée du pétrole dans le bilan énergétique demeurera naturellement porteuse de périodes de fluctuation occasionnelles des prix, liées à des causes diverses et bien connues qu'on peut qualifier de facteurs « court terme » ou « épisodiques » : facteurs politiques, économiques (croissance ou récession), comportement de l'OPEP, niveau des stocks, facteurs naturels (comportement des saisons), sans oublier les spéculations auxquelles le marché peut-être plus réactif. Mais l'impact de tous ces facteurs sur l'économie sera, comme d'habitude, limité dans le temps. Il y a toujours une manœuvre, dans un sens ou dans l'autre, ramenant le prix du baril à un niveau acceptable, notamment par de grands consommateurs et à leur tête les Etats-Unis d'Amérique. Ces derniers, réagissant à la bonne tenue du baril, ont souvent menacé l'OPEP par le recours aux réserves stratégiques ou, pis, aux sanctions à l'encontre de tous les pays ne contribuant pas à la baisse du cours, comme cela a été le cas en mars 2000, à la veille de la réunion de l'OPEP à Vienne, quand la chambre des représentants a voté cette recommandation, alors que le baril, ne coûtant que 25 dollars, était jugé excessivement cher par Washington. En effet, un passage du prix de 20 à 25 dollars, par exemple, faisait perdre aux pays consommateurs des milliards de dollars selon la durée du maintien de la hausse des prix. Mais, au fond, ce déficit ne représente que moins de 1% de leur PIB. Pour les pays de l'OPEP, le même déficit mettrait, en revanche, facilement

ses membres en proie à des crises de trésorerie lourdes de conséquences. Cependant, contre toute attente, le baril peut se maintenir malgré l'avènement de facteurs favorisant son raffermissement ou son effondrement. Les attentats du 11 septembre 2001 contre le WTC et le Pentagone américains, l'explosion de l'usine pétrochimique à Toulouse (France), la fusillade d'Amsterdam, l'hémorragie cérébrale de l'Emir Jaber Al Ahmed Al Sabah du Koweït, se sont produits dans la période du 11 au 21 septembre 2001, mais le marché pétrolier n'a pas trop réagi. Le prix du baril est resté proche des 26 dollars. En règle générale, l'évolution en dents de scie du prix nominal du baril montre clairement que les fluctuations liées aux facteurs « épisodiques » sont éphémères, comme le sera, certainement, l'embellie actuelle. En dehors de ces vacillations, la tendance générale des prix est de type ascendante dans le temps. Elle le restera du fait de la demande grandissante édictée par la mondialisation. Pour rappel, le prix moyen du baril pratiqué par l'ensemble des pays pétroliers est passé de 4 à 5 dollars dans les années 1960 à quelque 12 à 14 dollars en 1974, au lendemain de la guerre de Kippour d'octobre 1973. Aujourd'hui, l'amplitude de variation des prix se situant, en moyenne, entre 30 et 40 dollars, une chute des prix, prolongée, au-dessous de 15 dollars, serait, aux yeux de tous, une péripétie mirifique. La crise économique des pays sud asiatiques durant l'été 1997 a été pour beaucoup dans la déprime du marché au début de l'année suivante, quand le baril a dégringolé sous la barre des 10 dollars. De l'avis de tous, ce prix « anormalement bas » devant la fourchette habituelle de l'époque (16 à 20 \$/baril). C'est dire que cette fourchette est pleinement entrée dans les mœurs d'un marché conjoncturel imposé par la croissance soutenue des besoins mondiaux, lesquels ont repoussé le cours à hauteur de 28 dollars en 2000. Le mécanisme d'ajustement des prix, décidé à Vienne en juin 2000 (accord de maintien d'une fourchette entre 22 et 28 dollars), quoique tombé aujourd'hui en désuétude, était alors en parfaite harmonie avec les conditions économiques qui sévissaient. Cette escalade dans le temps du prix moyen du baril est, en fait, une mutation graduelle et naturelle du marché pétrolier durant les quarante dernières années. L'offre et la demande ont constitué, jusqu'ici, les seuls baromètres du marché pendant que la planète suinte encore de pétrole. Il s'agit d'une mutation en aval du marché étant donné que l'homme, vu ses besoins et ses objectifs, est le principal générateur. Pour les années à venir, le virage du marché pétrolier pourrait être généré et imposé, en amont cette fois-ci, par la concomitance de deux facteurs « long terme », en l'occurrence le niveau des réserves mondiales et surtout le ratio « découvertes-production » qui jouera certainement un rôle déterminant, d'une part, et les nouvelles conditions géopolitiques d'autre part ; le taux de renouvellement des réserves varie en effet d'une région à l'autre, selon le plateau de production et la taille des découvertes. Ce ratio s'annonce déjà inquiétant dans les régions consommatrices, comme l'Amérique du Nord et l'Europe où le taux actuel de compensation des réserves consommées ne dépasse pas 10% pour le pétrole et 30% pour le gaz. C'est évidemment dans les régions qui consomment le moins que ce taux est le plus élevé (jusqu'à 200% pour le pétrole et 700% pour le gaz, en Afrique de l'Ouest par exemple). Ces mêmes régions, dont l'offshore, contrôlent aussi plus de 60% des découvertes pétrolières et 75% des découvertes gazières réalisées durant cette fin du deuxième millénaire, période considérée comme exceptionnelle en matière de nouvelles découvertes. Celles-ci ont totalisé quelque 30 milliards de barils de pétrole et des centaines de milliards de mètres cubes de gaz. Mais à l'échelle mondiale, ces beaux résultats ne correspondent qu'à un remplacement des réserves produites de 50% pour le pétrole, et 80% pour le gaz. Les taux de remplacement des volumes de pétrole produits seront de moins en moins rassurants, notamment dans certaines régions occidentales où le baril consommé sera difficilement régénéré, sinon à très haut coût. Les perspectives du marché pétrolier s'annoncent, de la sorte, teintées de l'inéluctable dépendance des gros consommateurs à l'égard des gros producteurs avec le concours des nouveaux super majors issus des dernières méga fusions, et dont l'économie d'échelle de type « From well to wheel » vient rappeler, un peu, la situation du XIXe siècle, quand le Cartel d'alors gouvernait la politique pétrolière mondiale. En effet, après l'adoption de la loi antitrust par le gouvernement américain, protégeant l'environnement concurrentiel des échanges commerciaux et l'éclatement de l'empire de Rockefeller, 6 ou 7 sociétés majors se disputaient avec acharnement non seulement le marché américain, mais aussi mondial. Devant les restrictions fiscales américaines, les majors se lancent dans l'aventure internationale, mais la surproduction de l'après Première Guerre mondiale a contraint les principaux acteurs (Standard Oil, Royal Dutch Shell et British Petroleum) à s'unir avec l'idée de sauver

leurs intérêts érodés par la pratique baissière des prix. Ainsi est né le Cartel, le 17 septembre 1928, en Ecosse. Comme pour l'OPEP de nos jours, les quotas de commercialisation sont fixés pour chacun des membres du Cartel. Ce dernier joue le rôle de sauveur des pays consommateurs en termes d'approvisionnement pour leur croissance économique, mais il sait aussi que les plus grosses réserves que recèle la planète se trouvent dans les pays pauvres ou émergeant en Amérique latine, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Les majors du Cartel se partagent ainsi les provinces mondiales par l'octroi de concessions (droit de propriété sur les gisements et les aires d'exploration) couvrant parfois la quasi-totalité du pays cédant pour une durée allant jusqu'à 99 ans et avec des prélèvements fiscaux modestes. Cette situation a notamment marqué la période allant jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1950, la valorisation de zones par les découvertes réalisées sous le Cartel motiva les pays cédants à exercer un contrôle sur la gestion de leurs domaines miniers par le biais des nationalisations ou des termes contractuels moins alléchants (augmentation de la redevance, de l'impôt sur le revenu, etc.), poussant ainsi les multinationales à s'inscrire auprès de l'administration fiscale du pays d'origine, afin d'éviter une double taxation. La menace des intérêts du Cartel est allée crescendo avec le boom économique mondial des années 1960 et les besoins croissants de la consommation. Son monopole commence ainsi à être secoué par la percée de compagnies indépendantes et la naissance de sociétés nationales, notamment dans les pays cédants qui contrôlent de plus en plus et de près les activités des multinationales, et y participent de manière beaucoup plus significative par des contrats ou codes pétroliers beaucoup plus fidèles au principe de la souveraineté des Etats. Les nationalisations et la révision du régime de concession et sa substitution par des contrats de partage de production donnent naissance à de « gros Etats pétroliers » qui, par leurs immenses réserves, tentent de rééquilibrer le marché en leur faveur, attendant ainsi au monopole des « gros majors pétroliers ». Mais ces derniers, soutenus par les compagnies nationales des pays industrialisés, ont pu contrôler l'offre et la demande du fait qu'ils assurent l'essentiel des opérations pétrolières dans le monde, détiennent les dernières technologies d'exploration-production et mettent sur le marché d'énormes quantités de brut sans se soucier trop de sa déprime. Il est connu que la contribution du secteur pétrolier dans le PIB des pays industrialisés ne dépasse pas les 5 à 10%, alors que 80 à 95 % des revenus de beaucoup d'Etats pétroliers proviennent du pétrole. La naissance de l'OPEP La déprime du marché par les chutes dramatiques du prix du brut anima, cette fois-ci, les pays exportateurs qui décident de s'organiser, à leur tour, autour d'un objectif contrecarrant la politique des multinationales pour la stabilisation des prix. Ainsi est née, le 10 septembre 1960, à Bagdad, et à l'initiative du Venezuela, une autre génération de Cartel, en l'occurrence l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), regroupant, dans un premier temps, l'Irak, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Koweït et bien entendu le Venezuela. Elle s'est élargie ensuite à d'autres pays producteurs ; le Qatar (1961), l'Indonésie (1962), la Libye (1962), les Emirats arabes unis (1967), l'Algérie (1969), le Nigeria (1971), l'Equateur (1973) et le Gabon (1975). Ces deux derniers ayant quitté l'organisation dans les années 1990, celle-ci ne compte, aujourd'hui, que 11 membres, avec l'Irak. Même si la discipline a fait parfois défaut au sein de l'OPEP d'aujourd'hui, la naissance de cette organisation est venue à un moment propice, marquée par une demande encore plus importante liée aux conditions économiques contemporaines. De par ses réserves qui représentent 79% des volumes prouvés de la planète, cette organisation a réussi à remodeler le paysage économique mondial et prescrire un bras de fer aux producteurs non OPEP (NOPEP) et notamment le bloc OCDE qui consomme beaucoup plus qu'il ne produit. La force de l'OPEP a vu son apogée dans les années 1970 où sa production assurait plus de la moitié de la demande mondiale. Cette organisation a presque imposé un marché de type producteur-vendeur à la faveur d'un prix répondant largement à la souveraineté des Etats membres pendant qu'augmentaient les besoins des pays consommateurs. Produire peu pour vendre cher était une des stratégies de l'OPEP, stratégie égayée, parfois, par des situations conflictuelles ou économiques impliquant des acteurs pesants. La crise iranienne à la fin des années 1970 et l'arrêt des exportations irakiennes ont porté le prix du baril à plus de 35 dollars, voire plus de 40 dollars au marché spot. Dans le même temps, la fiscalité instaurée par l'OPEP (85% sur le revenu imposable et 20% de redevance) met les compagnies occidentales dans une posture peu confortable, ouvrant ainsi le champ à l'investissement dans les pays NOPEP, plus attractifs en matière de fiscalité (autour de 50% du revenu imposable),

mais pas forcément en matière de potentiel pétrolier qui reste à évaluer. Néanmoins, l'effort exploration dans ces pays, durant les années 1970-1980, n'a pas tardé à mettre en évidence de grosses découvertes de pétrole en Afrique noire, au Sud-est asiatique, en Asie orientale, en Mer du Nord, etc., découvertes dont le développement rapide a permis aux multinationales de stimuler leurs activités avales en injectant sur le marché des quantités de brut effritant la stabilité de la stratégie de l'OPEP qui ne contrôle plus que quelque 30 à 35 % de la demande mondiale (les capacités de production OPEP étant également limitées).

(A suivre)

Journal El Watan Edition du 13 juin 2005

Le pétrole

Cette épreuve du siècle (2e partie)

Par: Dr. Mohamed Said Beghoul



Les producteurs, qu'ils soient indépendants ou étatiques ont du mal à imposer durablement un prix sur le marché. Ce dernier a tendance à dandiner plutôt vers celui de l'acheteur, compromettant, de la sorte, la rentabilité des projets amonts pour les uns et intégrés pour les autres et attendant aux objectifs économiques des compagnies. La cession totale ou partielle des participations, la disparition par l'absorption ou fusion est un phénomène classique dans l'industrie pétrolière où le petit s'éclipse, armes et bagages, dans l'embrasure du plus puissant, dont l'appétit grossit avec la taille. C'est, de nouveau, l'ère de l'investissement dans l'économie d'échelle par fusions majeures pour une meilleure intégration verticale et la création des monopoles. Les années 1990 sont, en effet, celles du merging de beaucoup de groupes pétroliers donnant naissance à de super majors (ExxonMobil, BP AmocoArco, ChevronTexaco, TotalFinaElf, RepsolYPF, pour ne citer que ces exemples) d'un côté et à de nouveaux majors de l'autre. Les réserves de pétrole et le chiffre d'affaires d'un super major peuvent dépasser ceux d'un certain nombre de pays OPEP réunis (les chiffres d'affaires d'Exxon et de Shell, par exemple, avoisinaient déjà 100 milliards de dollars en 1997 et ceux de BP en Mobil, étaient d'environ 60 milliards de dollars). La nouvelle politique d'investissement de ces géants pétroliers dans les zones-clés de la planète consiste, prioritairement, en l'accès au développement et/ou à l'exploitation des grands gisements. Viennent ensuite l'exploration en zones matures à moindre coût et enfin l'exploration visant d'éventuels « éléphants » en zones frontalières comme le *deep offshore* par exemple. Les provinces pétrolières les plus porteuses de la planète sont réparties à travers une vingtaine de pays dans lesquels opèrent déjà ou comptent opérer ces nouveaux groupements. Ces pays renferment 95% des réserves et couvrent 80% de la production mondiale. La consommation mondiale actuelle de pétrole étant de 4 milliards de tonnes par an, on estime à environ 5 milliards de tonnes la consommation moyenne annuelle entre 2005 et 2020, ce qui correspond à un accroissement de 1,66% par an. Cela reste un minimum si l'on croit l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui situe ces besoins à 6 milliards de tonnes. En cas de non renouvellement conséquent des réserves dans une quinzaine d'années, une douzaine de pays ne seront plus pétroliers et, dans 20 ans, ils ne seront plus qu'une huitaine (essentiellement des membres actuels de l'OPEP) à contrôler, mais durant seulement une petite dizaine d'années, ce qui resterait des réserves mondiales dont l'épuisement total se situerait vers 2035. Même en cas de nouvelles découvertes, les réserves ne dureront pas plus longtemps que celles déjà connues. L'appétit croissant de l'économie mondiale n'en fera qu'une bouchée. Selon nos estimations, le potentiel restant à découvrir serait de l'ordre de 70 milliards de tonnes, ce qui équivaut à 11 années de consommation au taux de 2020 (6 milliards de tonnes par an). L'après pétrole

« facile » se situerait donc au plus tard, vers l'an 2045. L'exploitation à la loupe de ce qui reste des vieux gisements pétroliers (amélioration du taux de récupération, forages horizontaux, fracturation hydraulique, etc.), le recours au pétrole lourd, non conventionnel, des tere sands (sables bitumineux), la réactivation du charbon et la relance des énergies non fossiles, dont le nucléaire notamment, vont accompagner de plus en plus le déclin des réserves conventionnelles dans les années ou décennies à venir. Les sources d'énergie de substitution, moins coûteuses et non polluantes, contribuent déjà au développement économique dans certains pays de l'OCDE qui se préparent, sans relâche, à réduire leur dépendance à l'égard de leur approvisionnement en pétrole et gaz. Si les pays de l'OPEP contrôlent 79% des réserves pétrolières de la planète et qui s'épuiseront dans une trentaine ou quarantaine d'années, 5 pays NOPEP (USA, Russie, Chine, Australie et Afrique du Sud) disposent de 75% des réserves mondiales de charbon, qui s'épuiseront dans... deux siècles aux rythmes des consommations actuelles. Le charbon, dont les réserves avoisinent les 500 milliards de TEP, assure 55% de la génération électrique des USA. Ces derniers détiennent le quart des réserves et consomment 26% de la demande mondiale, estimée pour l'heure à 5 milliards de tonnes (soit 2,4 milliards de TEP). Les réserves de pétrole lourd, localisées essentiellement au Canada et au Venezuela, sont estimées pour les optimistes à plus de 1100 milliards de barils récupérables, soit quatre fois les réserves conventionnelles actuelles de l'Arabie Saoudite. A titre indicatif, le gisement pétrolier « synthétique » d'Athabasca, à Fort Mc Murray, dont la production dépassait les 250 000 barils par jour au milieu des années 1990, assurait déjà près de 25% de la production canadienne.

65% de la manne mondiale

Cependant, le coût de production du pétrole lourd demeure élevé (jusqu'à 12 dollars par baril contre 3 ou 4 dollars pour le pétrole conventionnel). Il faut environ 2 tonnes de sable bitumineux et du temps pour extraire un baril de pétrole. De nouvelles techniques d'extraction, testées tout récemment dans les laboratoires canadiens, semblent permettre une meilleure récupération à moindre coût et dans des délais plus réduits. Quant à l'énergie nucléaire, et malgré la catastrophe historique de Tchernobyl, en avril 1986, elle couvre aujourd'hui 15% de la production d'électricité mondiale. En France, par exemple, le gouvernement vient de voter un projet de loi pour la relance du nucléaire bien que le pays possède déjà une soixantaine de centrales assurant plus de 80% des besoins en électricité. L'Union européenne a fixé tout récemment l'objectif de porter à 12% la part des énergies non fossiles dans le bilan énergétique d'ici à 2010 pendant que 20% des besoins électriques norvégiens, pour ne citer que ce pays, proviennent des éoliennes. Pour l'instant, le monde dispose encore de quantités conséquentes de brut conventionnel mais leur répartition géographique est hétéroclite avec les besoins des différentes économies de la planète. La région moyen-orientale contrôle, à elle seule, 65% de la manne mondiale identifiée à ce jour. Viennent ensuite les zones de l'Asie Pacifique avec 11% (dont 42% en Russie), de l'Amérique du Sud (9%) et de l'Afrique (7%). Les pays d'origine des multinationales n'en disposent, quant à eux, que de 8%, dont 6% en Amérique du Nord et seulement 2% en Europe. Cette répartition des réserves est loin de constituer des marchés naturels ou régionaux, puisque les différents acteurs, qu'ils soient Etats (pétroliers ou non) ou sociétés indépendantes, n'ont pas forcément la même politique énergétique, ni les mêmes ambitions économiques selon qu'on soit sous régime socialiste, monarchique, démocratique ou libéral.

De là, nous subdivisons les acteurs en trois blocs :

- les pays de l'OPEP ;
- les pays de l'OCDE ou bloc occidental (dont seulement 6 sont pétroliers) ;
- le reste du monde (dont la Communauté des Etats indépendants - CEI, ex-URSS). En réalité, les principaux acteurs sont les pays de l'OPEP dont les réserves (800 milliards de barils) représentent 4 fois celles des NOPEP mais qui ne consomment que l'équivalent de 16% des besoins étasuniens et 4% des besoins mondiaux, et les pays de l'OCDE qui, ne disposant que de 8% des réserves, consomment 60% de la demande mondiale. A ce rythme, les

pays de l'OCDE, qui importent actuellement plus de 56% de leurs besoins, sont appelés à en importer la quasi-totalité (85 à 95%) en 2025-2030, puisque des sources comme la mer du Nord s'éteindront vraisemblablement bien avant cette échéance. La cinquantaine de gisements, qui assuraient 90% de la production britannique dans les années 1990, n'en contribuent aujourd'hui qu'à la hauteur de 40% et, dans moins de 10 ans, la production totale de ces gisements est appelée à chuter davantage. On estime entre 10 et 12% le taux annuel du déclin de la production en mer du Nord britannique. Les autorités anglaises viennent de lancer un nouveau round pour des licences d'exploitation et des développements, mais le problème, pour les investisseurs, notamment les majors, réside dans le fait que le potentiel résiduel (entre 25 et 30 milliards de barils équivalent pétrole) est associé à de nombreux petits prospects épars, de taille marginale. Aussi, les réserves des nouveaux champs à développer ne dépassent pas les 30 millions de barils par gisement, contre 500 à 600 millions de barils dans les années 1970. Pour ce qui est de la Norvège, les gisements, relativement plus jeunes que ceux britanniques, continueront à produire quelques années de plus, mais leur potentiel a également beaucoup baissé depuis le milieu des années 1990. Rien que pour l'année 2004, la production journalière a chuté de 350 000 barils. Les multiples rounds d'attribution de licences de recherche et production lancés tout récemment en mer du Nord norvégienne n'ont pas attiré de grands preneurs. Les hautes pressions et températures des réservoirs, situés parfois à plus de 4000 m de profondeur, ont découragé certains investisseurs. La mer du Nord, refuge de l'OCDE lors de l'embargo imposé par l'OPAEP en 1973, est arrivée, aujourd'hui, à un stade de maturité très avancé pour y espérer une reconstitution conséquente des réserves à même de compenser les consommations et apaiser tous les besoins du bloc occidental, lequel ne peut, non plus, se ressourcer pour longtemps auprès du reste du monde qui semble juste s'auto suffire à présent, au vu d'un ratio production- consommation proche de l'unité, couplé à la vieillesse et au déclin de beaucoup de gisements. Par ailleurs, plus un pays se développe et moins il ravitaille suffisamment un autre à l'exemple du Canada qui, assurant actuellement 16% des besoins étasuniens en gaz, envisage de revoir à la baisse ses exportations vers son allié dans les années à venir du fait du déclin de sa production et de la croissance de ses propres besoins. D'ici à 2020-2025, la demande mondiale (estimée à 115-120 mbj) sera théoriquement gouvernée par l'OPEP dont la production attendue avoisinera les 60 mbj, soit plus du double du niveau actuel. Encore faut-il que cette organisation ait les capacités de production nécessaires puisqu'elles ne sont aujourd'hui que de l'ordre de 30 à 32 mbj, soit 40% de la demande mondiale seulement. Jusqu'ici, cette organisation a été utile (pour l'OCDE) juste pour équilibrer le marché et non pour le dominer.

Poules aux œufs d'or

Si l'après pétrole facile semble planer en priorité sur les zones géographiques occidentales, le redéploiement des multinationales en super majors leur autorise une plus large diversification des sources par l'accès à de nouvelles opportunités en échange d'un apport technologique et financier permettant l'accélération du développement du secteur, voire du pays lui-même. Déjà, le bloc NOPEP fait toujours la une des activités pétrolières aussi bien dans le domaine de la production (66% de la demande mondiale) que dans celui des opérations (durant ces derniers mois, 80% de l'activité forage mondiale a été réalisée dans les pays NOPEP). Ainsi, il ne faut pas écarter la découverte possible d'autres gisements géants par les multinationales, notamment dans l'offshore aux golfes de Guinée et du Mexique, en Afrique de l'Ouest, en mer caspienne et autres zones frontalières. C'est vers ces régions que leur avenir se pointe aujourd'hui pour inonder le marché de demain et contrecarrer continuellement la stratégie de l'OPEP, dont la durée de vie des réserves est estimée à 80 années, au rythme de la production actuelle de l'organisation (l'approche est purement mathématique). Depuis l'année 1996, l'offshore a commencé à évincer l'onshore en termes de taille des découvertes avec une moyenne de 50 millions de barils par puits (pour 1100 forages réalisés) contre seulement 15 millions de barils par puits en *onshore* (pour 5600 forages réalisés). Près de 5% des réserves mondiales prouvées se situent en mer et couvriront, d'ici à 2010, 10% de la demande globale pendant que le potentiel *upside* est estimé à environ 120 milliards de barils, selon les données actuelles. Aussi, et malgré l'opposition

en 2002, pour des raisons écologiques, les Etats-Unis viennent de reprendre le projet Bush sur l'option de nouveaux forages d'exploration pétrolière dans le refuge national de l'Alaska pour réduire leur dépendance énergétique qui risque d'atteindre 70% d'ici à 2020, contre 55% aujourd'hui. Le recours au pays des esquimaux dénote la précarité des résultats de forage dans les principaux districts pétroliers américains où pas moins de 650 000 puits forés (61% pour le pétrole et 39% pour le gaz) sont classés « marginaux » sur le plan rendement. Mais il est clair que les USA disposent encore d'énormes réserves (2 fois celles de l'Algérie) et toute nouvelle découverte qui serait réalisée en Alaska ira droit grossir le fleuve des réserves stratégiques plutôt que contribuer à la production, sauf en cas d'urgence nationale comme cela a été le cas, tout récemment, en octobre 2004, quand la chute de la production de 475 000 barils par jour, causée par l'endommagement d'un oléoduc (suite à l'ouragan Ivan) dans le golfe du Mexique, a contraint les Américains à ponctionner deux millions de barils sur leurs réserves stratégiques au lieu de combler ce trou, estimé à 6 mois, avec du pétrole coûtant plus de 50 dollars le baril. Seulement, aux Etats-Unis, certains programmes énergétiques peuvent servir d'« outils politiques », notamment dans les abords immédiats des campagnes électorales. Toujours est-il qu'environ 20% de la production actuelle du brut américain provient de l'Alaska. En revanche, si le pétrole de l'OPEP sera fatalement incontournable dans les prochaines décennies, c'est aux grands consommateurs eux-mêmes d'encourager l'extension des capacités de production de l'organisation. Pour les Occidentaux, le temps n'est plus à prier leurs consommateurs de consommer moins - comme ce fut le cas lors des chocs pétroliers de 1973 et 1979-1980, qui ont entraîné une paralysie de leurs activités économiques - mais il est désormais demandé aux producteurs de produire plus. Les politiques d'économie d'énergie et les programmes de diversification vers d'autres sources d'énergie lancés par l'Occident durant ces chocs pétroliers n'ont pas été fructueux. Bien au contraire, la croissance mondiale a chuté de 3,4% en 1979 à 1% en 1980, les échanges commerciaux de 6 à 3%, l'inflation grimpe subitement de 8,5% à 11,5% et la population occidentale en chômage a atteint plus de 23 millions de personnes. Il est évident qu'il y a incidence néfaste tout aussi directe sur les économies des pays producteurs eux-mêmes. Subissant toujours le progrès technologique, leur développement demeure encore tributaire de la bonne santé de l'économie occidentale, moteur de la croissance mondiale. Si la leçon est bien apprise par les uns et les autres, les pays de l'OPEP ne seraient pas pour autant les grands vainqueurs. Ils ont été souvent confrontés à de rudes situations socio-économiques, infligées par des chutes dramatiques du prix du brut. Beaucoup de ces pays, accablés de dettes et ne vivant que du pétrole, se gardent plus que jamais d'imposer une guerre des prix ou étrangler, encore une fois, leurs poules aux œufs d'or. Ces mêmes pays dépendent encore de l'Occident de par les volumineuses importations et les accords d'investissement dans de grands programmes de mise à niveau en termes de développement humain, socioculturel, environnemental et d'industrialisation. D'ailleurs, l'embargo pétrolier décidé par l'OPAEP en 1973, et qui a réduit de seulement 5% les besoins mondiaux pendant deux petits mois, n'était pas, à lui seul, à l'origine du marasme économique vécu par l'Occident. Beaucoup d'autres facteurs, notamment aux USA, ont contribué à ce marasme dont la crise monétaire du printemps 1973 quand la parité du dollar et la balance commerciale des USA ont subi une remarquable détérioration, amorcée déjà en 1971, et pour des raisons extra pétrolières. Le prix du baril aurait été aussi élevé, même si cet embargo n'a pas eu lieu. Le choc pétrolier a juste eu un effet amplificateur sur les déséquilibres déjà existants. **(A suivre)**

Le pétrole

Cette épreuve du siècle (3e partie et fin)



Par: Dr. Mohamed Said Beghoui

En général, une flambée des prix du baril est suivie, tôt ou tard, par un retour à la normale, voire une drastique dégringolade, et vice-versa. Les raisons sont diverses. Par exemple, une flambée comme celle de 2004 qui, pour certains spécialistes, pourrait gagner aussi l'année 2005, encourage les majors à hisser leurs budgets d'investissement, notamment dans la recherche et la production. Ces budgets dépasseraient les prévisions si les prix se maintiennent. Du coup, l'abondance du pétrole, exhortée par des demandes grandissantes, risque d'atteindre, un jour, un niveau qui pousserait les prix à la baisse avec un retour possible, mais graduel, à 25-30 dollars le baril, d'autant que des circonstances favorables semblent se profiler à l'horizon. Le niveau actuel des prix peut être fondamentalement lié, entre autres, à un « antichoc » pétrolier en termes de capacités de production. La remarquable croissance économique chinoise et la consommation américaine ont « raflé » près du tiers de la demande mondiale en 2004 et l'appétit chinois aurait été plus ouvert s'il y avait plus de brut sur le marché. Il n'y a pas de pénurie à l'échelle mondiale, mais elle semble l'être à l'échelle chinoise, tout au moins. C'est cette « pénurie » à la chinoise qui aurait empêché une croissance « incontrôlable », effrayant même les dirigeants du pays. Si en 1981, par exemple, le baril avait dépassé la barre des 32 dollars, et pour cause une sous-utilisation des capacités existantes, en 2004, c'est plutôt le manque de capacités excédentaires qui semble être à l'origine de la situation du marché. Tous les pays de l'OPEP, exceptée l'Arabie Saoudite, ont atteint leurs capacités maximales, mais les prix sont restés très élevés (les capacités OPEP ont atteint un taux d'utilisation de 98,3% en octobre 2004). Sur d'autres plans, le déséquilibre entre l'offre et la demande tire un peu ses origines dans l'« incompatibilité » des politiques monétaire, étrangère et énergétique des Etats-Unis qui consomment, à eux seuls, pas moins de 20 millions de barils/jour (tous produits pétroliers confondus). Si la dépréciation stratégique ou « politique » du dollar, monnaie de référence des transactions pétrolières, n'a qu'un effet relativement épisodique sur la chute de l'offre, le programme Iran & Libya Sanction Actions (ILSA), pénalisant les investisseurs en Iran et en Libye, le climat d'insécurité installé par les guerres en Afghanistan et en Irak... ont freiné des années durant le développement des activités pétrolières, notamment les projets d'extension des capacités de production des pays de l'OPEP du Moyen-Orient. La libération des contraintes en matière de différends, d'insécurité et d'instabilité politique ne fera qu'autoriser la reprise des intentions d'investissements et un retournement durable du marché vers celui de l'acheteur : En Iran, où gisent 9% des réserves mondiales de pétrole et 15% des réserves de gaz, le programme ILSA, qui est au désavantage des compagnies américaines devant celles européennes ou asiatiques, ne pouvait s'éterniser. Après une vingtaine d'années de claustration internationale et depuis la victoire des réformistes aux législatives de février 2000, le pays a décidé de dérouler son tapis persan aux investisseurs étrangers. Malgré le dossier du « programme d'armes nucléaires » iranien, Washington ne peut indéfiniment empêcher l'investissement pétrolier dans ce pays. La production attendue pour 2015 est estimée à 7 mbj, soit près du double du plateau actuel (3,9 mbj). Le retour des compagnies américaines en Libye ouvre le champ à l'investissement E&P dans ce pays qui dispose de plus de 3% des réserves mondiales, d'autant que les derniers rounds promouvant le domaine pétrolier libyen ont connu une compétition très intense. La guerre contre le régime des talibans en Afghanistan aura pour retombée une redistribution des cartes en Asie centrale et la réhabilitation des activités pétrolières en matière d'exploitation et d'infrastructures de transport. L'implication des Etats-Unis dans cette région s'inscrit dans leur politique énergétique nationale à moyen et longs termes, pour la sécurisation de leurs approvisionnements. En mer Caspienne, bien que la

question du mode de partage des eaux par les cinq pays riverains demeure en suspens, le volume des investissements risqués entre 1990 et 2020 était estimé à environ 120 milliards de dollars, rien que dans l'activité exploration-développement. Ces investissements, non ajoutés au risque politique, avoisinent 180 milliards de dollars. Les pays caspiens étant pauvres et à technologie limitée, cette région est appelée à se développer avec l'apport technologique et financier des compagnies étrangères. Les dernières estimations font état d'un potentiel de 40 milliards de barils de pétrole et pas moins de 600 milliards de mètres cubes de gaz. Les marchés européen et asiatique étaient les plus ciblés par les projets d'exportation en 2010 (90 milliards de mètres cubes de gaz et 120 millions de tonnes de pétrole étaient prévus à l'exportation). Si l'Irak réintègre sa véritable place au sein de l'OPEP, son quota pourrait probablement dépasser celui d'avant-guerre (3.2 mbj). La reconstruction du pays et le redressement de ce qui reste de son économie, ruinée par l'embargo et les guerres, passent par une véritable relance de l'activité pétrolière, en quête de réhabilitation. Les autorités irakiennes ont avancé l'objectif de 6 mbj. La stratégie énergétique américaine, « Irak contre Arabie », s'inscrit dans la diversification des sources plutôt que dans leur substitution. Le Moyen-Orient qui contrôle près de 45% des exportations mondiales, notamment l'Arabie Saoudite, qui couvre 17% des importations américaines, demeurent des sources d'approvisionnement très privilégiées durant les prochaines décennies. L'Arabie Saoudite envisage d'ailleurs de développer six nouveaux champs pétroliers et d'augmenter sa production de 30% dans les trois années à venir pour mieux satisfaire les besoins des gros consommateurs. La politique générale de diversification des sources d'approvisionnement par les gros consommateurs engage ces derniers dans la revalorisation des réserves et le développement des capacités de production dans le pays ou la région ciblés. Dans le même temps, la limitation progressive de la consommation des énergies fossiles dans des pays industrialisés, la lutte contre la pollution, la garantie et la sécurité des approvisionnements ne seront pas sans effets sur les prix du pétrole. Tout semble augurer une tendance « moyen-long termes » vers un marché de moins en moins fiévreux et un écoulement à flot d'un brut à prix modéré sous des conditions économiques plus incitantes et géopolitiques plus favorables. Au fond, une flambée durable des prix n'est pas un couronnement en soi. Le gaz étant indexé au pétrole, elle mettra le nucléaire en compétition. Il y avait peu de pétrole, il y en a beaucoup, il y en aura peu et il n'y en aura plus, sans que les « années pétrole » soient nécessairement les plus prospères. En « années pétrole », l'incertaine et fluctuante « richesse » coule au rythme du fragile baril, au rythme du capricieux marché dont l'avenir peut être dépeint de toutes les couleurs. Ce marché fixe le budget annuel et le PIB des Etats rentiers et décide de la qualité de la vie des populations. Si sa déprime nourrit les contestations sociales, sa manne peut transmettre la « dutch disease », épidémie hollandaise des années 1960, réduisant la motivation des gouvernements dans la diversification économique. Même ceux qui baignent dans le pétrole risque de s'y noyer. Un pays comme l'Arabie Saoudite, qui a enregistré une perte de 12 milliards de dollars lors de la crise économique sud asiatique de 1997-1998, ne peut hisser son PIB (actuellement proche de 8700 dollars/tête) à celui d'un non pétrolier, l'Espagne, par exemple, que si le prix du baril se maintient durablement à 50 dollars. Quant au PIB moyen de l'ensemble des pays de l'OPEP (1600 dollars/tête), et qui ont perdu une soixantaine de milliards de dollars durant la même crise, il n'atteindra celui de l'Espagne (15 000 dollars/tête) que si le baril coûtera 140 dollars. Il est beaucoup plus facile d'atteindre le PIB espagnol par le développement d'une économie de production que d'imaginer un prix durable du baril à 140 dollars. Plus de 150 milliards de dollars étaient alloués, en 2001, par l'Administration américaine au plan de relance économique, dont 40 milliards de dollars pour la réfection des seuls lieux de l'attentat du 11 septembre. C'est vrai que les USA sont riches mais une question s'impose : pourquoi le sont-ils alors qu'ils importent du pétrole ? En ce qui nous concerne, la bataille que nous menons vise, certes, le profilage d'une croissance économique rapide et durable, mais elle ne peut être gagnée avec comme unique aubaine la luxuriante mais incertaine manne pétrolière. Les exportations hors hydrocarbures étant toujours une vision de l'esprit, la manne pétrolière, seule et se heurtant déjà à des impondérables, ne peut, indéfiniment, venir à bout des besoins sociaux et économiques, toujours croissants, du pays. Ce dernier se doit de promouvoir activement ses secteurs économiques hors hydrocarbures, au moment où les investisseurs, européens notamment, braquent prioritairement leurs projecteurs sur les « pays de l'Est » du fait de l'élargissement de l'Union européenne à

25 Etats ou plus. Il est clair qu'il y a une relation directe entre l'ouverture à l'internationale et la croissance hors hydrocarbures. La clef de la réussite « économique » de la Corée du Sud, pourtant pauvre en ressources minérales, réside dans son orientation toute récente (en 1996) vers une mondialisation accrue. Son PIB avoisine les 500 milliards de dollars pendant que celui de la Corée du Nord, dont l'économie côtoie l'asphyxie, serait de l'ordre de 25 à 30 milliards de dollars seulement. L'écart économique entre les deux Corée est indiscutablement lié à des flux incomparables en matière d'IDE. A l'échelle mondiale, le niveau des investissements directs étrangers, qui n'était que de 70 milliards de dollars il y a 30 ans, a atteint aujourd'hui plus de 3000 milliards de dollars. Le protectionnisme, la politique d'autosuffisance et le « compter sur soi » idéologiques ont souvent constitué une cause de l'inflation et du chômage, même dans les pays les plus avancés. Dans les années 1980, la limitation des importations des véhicules japonais par les USA a généré une augmentation des prix de 30 à 40 % et une baisse des ventes causant de nombreuses suppressions d'emplois. Néanmoins, la mondialisation n'a rien d'une systématique compassion économique ou commerciale et la sauvegarde des principes de souveraineté des Etats engagés est plus que jamais une condition sine qua non pour sa prouesse. L'anti-dumping et le recours aux clauses sociales constituent d'ailleurs les sujets les plus préoccupants tant pour les organisations antimondialistes que pour les pays pauvres ou à économie de transition. Le pétrole algérien, qui coulera encore à flots pendant une période de deux ou trois décennies (voire plus, si nos réserves dormantes s'éveillent), est en mesure d'accompagner à terme les mutations économiques engagées par le pays. Il faut, en effet, plus d'une vingtaine d'années pour épuiser nos réserves (prouvées) à raison de 1,4 million de barils par jour. Mais en terme de vie d'une nation cette période est courte. Un enfant né aujourd'hui aura déjà 20 à 30 ans à cette échéance et beaucoup d'adultes parmi nous, aux commandes aujourd'hui, ne joueront que très peu ou plus leur rôle de l'heure. L'avenir de cet enfant, qui se décide maintenant, doit être décrypté du système pétro rentier. La préparation des hommes de demain mérite une sensibilisation (pourquoi pas dans les écoles) visant à extirper des jeunes mentalités ce mythe de la « vie aisée » du fait de disposer de l'or noir ; organiser pour nos enfants des portes ouvertes sur l'importance du pétrole c'est bien, mais des portes ouvertes sur ses limites serait mieux. Bien entendu, dans les années 1970, alors que le domaine minier algérien était exploré à moins de 5%, on disait que l'Algérie importerait du pétrole vers l'an 2000. Il n'en est rien et il n'en sera très vraisemblablement rien. Nos vastes bassins sédimentaires explorés aujourd'hui à 40 ou 50 % seulement viennent de « cracher » l'équivalent de tout ce que nous avons produit depuis les années 1970. En l'espace de quelques petites années, la synergie de partenariat a fait céder à nos bassins leur « froideur » d'antan à la chaleur d'eldorado et la « surchauffe » actuelle ne fera que susciter un regain d'intérêt en termes de longévité de nos réserves. Mais la question est ailleurs : il y a lieu, dans tous les cas, de prendre progressivement du recul envers la rente pétrolière comme moteur unique de l'économie nationale à même, pourquoi pas, d'envisager d'exporter de moins en moins, non pour « assurer une rente aux générations futures », mais pour constituer des « réserves stratégiques » leur évitant, le cas échéant, le recours aux importations éventuelles du brut, étant donné que, toutes choses égales par ailleurs, nos réserves prouvées actuelles - ne représentant en fait que 1,2% des réserves mondiales - risquent de s'épuiser bien avant celles-ci. En plus, la demande interne, d'environ 230 000 à 240 000 barils par jour, a un taux de croissance annuel qui peut atteindre 6 à 7%, ou plus dans les années à venir. Que les réductions stratégiques de la production algérienne ne se limiteraient pas uniquement aux seuls engagements vis-à-vis de l'OPEP (les durées des réductions sont généralement épisodiques dans ce cas), mais méritent d'être opérées opportunément à mesure que la croissance économique hors hydrocarbures prend le relais, sachant que jusqu'ici le pétrole est le seul parrain du développement économique du pays. Si nous n'avons que peu d'influence sur le marché pétrolier actuel, que nous connaissons bien (?), il n'est que vrai que nous ne pouvons rien sur sa situation future, dont nous ne savons que si peu de choses. C'est à l'enfant d'aujourd'hui de perpétuer, demain, l'édification et la croissance de son économie mais qu'il ne feigne d'ignorer que ce sera avec moins d'assistance de la généreuse nature. Peut-être, cela le remplira d'être plus fort que... nous. Nous qui aurons juste concouru à cette épreuve du siècle.